

„Gambia is back“

La stabilité de la Gambie, un enjeu pour le Sénégal

La Gambie, enclave à l'intérieur du Sénégal, a organisé ses élections présidentielles, le 1^{er} décembre 2016. Le vainqueur, Adama Barrow, a prêté serment le 19 janvier 2017 à l'Ambassade de Gambie au Sénégal, et a rejoint Banjul une semaine après pour débiter son mandat. Il reste maintenant à en tirer les leçons au niveau sous régional. Après 22 ans de dictature Barrow a l'ambition d'ouvrir le pays et d'écrire un nouveau chapitre dans les relations bilatérales avec le Sénégal.

La situation actuelle

Depuis le 28 janvier 2017, la communauté internationale compte une « République Islamique » en moins. En effet, le président nouvellement élu de la Gambie, Adama Barrow, a annoncé lors de sa première conférence de presse après sa prestation de serment, le 19 janvier, que la Gambie sera désormais une République et non une « République Islamique », comme son prédécesseur Yaya Jammeh l'avait décidé, unilatéralement, en décembre 2015.

Tandis que le Pakistan, l'Iran et le voisin au Nord, la Mauritanie, restent des Républiques Islamiques, avec application des lois de la Sharia, la Gambie – pays entouré quasi complètement, sauf au niveau de la côte atlantique à l'ouest, par le Sénégal – a commencé une nouvelle ère. Ce faisant, il s'agit d'éviter des tensions ethniques et religieuses, il importe de mettre en application exclusivement les principes de l'Etat de droit, selon le nouveau Président.

Barrow, l'espoir de la Gambie

Barrow, un dirigeant d'entreprises qui a étudié à Londres, est devenu le porteur d'espoir de la Gambie, pays anglophone d'environ 2 millions d'habitants. Egalement au Sénégal voisin, le nouveau président charismatique suscite bon nombre d'attentes en vue d'une nouvelle et bonne relation de voisinage. En 1996, Barrow adhère au United Democratic Party (UDP) avant de séjourner pendant plusieurs années en Grande Bretagne. En 2006, il retourne dans la capitale gambienne Banjul, où il s'établit comme entrepreneur et exerce la fonction de trésorier de l'UDP, parti de l'opposition. Quand Ousainou Darboe, le président de l'UDP et opposant de longue date du despote Jammeh, est arrêté et emprisonné en avril 2016, Barrow est intronisé candidat présidentiel de son parti et finalement devient le candidat consensuel de toute l'opposition. ¹

Une stratégie médiatique professionnelle – particulièrement à travers les médias sociaux – permet à Barrow de susciter une ambiance d'optimisme dans un pays qui souffre particulièrement de pauvreté et d'émigration, un pays qui occupe le 175^{ème} rang sur 188 dans le Human Development Index. ²

¹ Jeune Afrique N° 2924, pp. 12-15

² URL:
http://hdr.undp.org/sites/default/files/2015_human_development_report.pdf (29 janvier 2017)

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

SENEGAL

THOMAS VOLK

Februar 2017

www.kas.de/senegal

Barrow réussit en un temps record ce que la plupart des observateurs de l'élection présidentielle du 1^{er} décembre 2016 n'auraient jamais cru possible : la réunification de l'opposition émiettée en une coalition puissante, « The Gambia Coalition 2016 », qui a ainsi pu battre l'autocrate Yaya Jammeh avec une avance de 50 000 voix. Cette coalition a réussi également à gagner le soutien de la communauté internationale et particulièrement de la communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) constituée de 15 pays ouest africains. Finalement, Barrow est investi, le 19 janvier, comme troisième président depuis l'indépendance de la Gambie du Royaume Uni en 1965.

Des transformations substantielles en perspective

Relativement inexpérimenté en politique, le nouveau président Barrow, 51 ans, est confronté à des défis énormes. Après 22 ans de dictature sous un potentat excentrique et incalculable, il s'agit à présent de conduire toute la société sur les bases de la démocratie et de créer de nouvelles perspectives à travers des initiatives économiques – ceci particulièrement en vue de réduire le flux permanent d'émigration de jeunes Gambiens. Les premières prises de position du nouveau président donnent de l'espoir. Déjà lors des premiers jours de son mandat il a annoncé une série de mesures concrètes. Ainsi, la Gambie va confirmer son statut de membre de la CPI et s'engager pour la bonne gouvernance, l'état de droit et des institutions démocratiques. Tous les détenus politiques seraient libérés, le pays reprendrait sa pülace au sein du Commonwealth et s'insérerait de nouveau dans la communauté internationale des états. Le nouveau président a annoncé également la création d'une commission Vérité et de Réconciliation afin d'unifier le pays après les conflits des semaines passées.³

Au cours de ses premières prises de parole, Barrow a réitéré à plusieurs reprises sa gra-

titude à l'endroit de la CEDEAO tout en soulignant particulièrement le soutien du Sénégal dans le processus de transformation depuis les élections présidentielles du 1^{er} décembre 2016. En effet, craignant pour sa sécurité, Barrow s'était installé à Dakar, après le sommet France-Afrique du 14 janvier, où il prêta finalement serment, dans les locaux de l'Ambassade de la Gambie, le 19 janvier passé. Barrow a magnifié à plusieurs reprises le rôle du Sénégal dans la résolution pacifique du processus de son investiture et a mis en exergue l'importance des bonnes relations de voisinage entre la Gambie et le Sénégal. « Nos pays ont la même culture, les mêmes langues, la même histoire qui les lient – en vérité, ils sont un seul pays »⁴, telle est la perception de Barrow des relations sénégal-gambiennes. Dans la foulée, il a exprimé sa volonté d'accélérer la construction du pont tant discuté, sur le fleuve Gambie, ce pont si nécessaire afin de fluidifier la circulation entre les parties nord et sud du Sénégal, afin de rendre plus accessible la Casamance soumise aux crises dues aussi à son isolation du reste du pays. Le pont sur le fleuve Gambie remplit deux fonctions essentielles pour le Sénégal : D'abord, il contribue à un rapprochement psychologique et géographique entre les deux parties septentrionale et méridionale du pays dont les habitants ne percevront plus la Gambie comme une coupure béante au milieu du pays. Jusque-là, pour rallier la capitale régionale de la Casamance, Ziguinchor, à partir de la capitale Dakar, il faut affronter maint obstacles, comme des séjours prolongés au niveau de la frontière sénégal-gambienne souvent émaillée de chicanes de la police gambienne des frontières. En plus, le pont sera bénéfique pour booster la circulation de marchandises entre la Gambie et le Sénégal et bien entendu, pour induire une nouvelle dynamique pour le commerce entre les régions du Sénégal.

³ Le Soleil, 30 janvier 2017, p. 4

⁴ Le Soleil, 30 janvier 2017, p. 4

SENEGAL

THOMAS VOLK

Februar 2017

www.kas.de/senegal**Un nouveau début des relations sénégal-gambiennes**

Ses efforts permanents et ses succès dans la résolution de la crise, surtout depuis le refus de Jammeh d'accepter sa défaite, ont valu au président sénégalais, Macky Sall, félicitations et beaucoup de respect. Le 27 janvier, les 150 députés de l'Assemblée Nationale sénégalaise ont voté une résolution exprimant leur fierté et leur respect des qualités de leadership du président, voire de ses réussites dans les processus d'harmonisation des états d'Afrique de l'ouest et de résolution du conflit en Gambie⁵. Ainsi, la crise en Gambie a contribué à solidifier la position du président Sall qui affirme que son pays, lors de son intervention en Gambie, a toujours respecté les dispositions du droit international et a agi naturellement sur demande et en conformité avec les résolutions des Nations Unies (ONU), de l'Union Africaine (UA) et de la Communauté Economique d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le Sénégal s'engagerait en permanence pour les principes fondamentaux de la démocratie et serait toujours aux côtés de tous ceux qui gagneraient leur légitimité à travers d'élections démocratiques. Macky Sall a ainsi constaté, que « le Sénégal n'admettrait pas qu'une dictature puisse prospérer en son sein »⁶.

Background

Encore à quelques encablures des élections présidentielles en Gambie du 1^{er} décembre 2016 au cours desquelles 880 000 électeurs gambiens étaient appelés à décider de l'avenir de leur pays, la plupart des observateurs estimaient qu'il y n'aurait pas de changements fondamentaux au niveau de la direction du pays, que le président de longues années, Jammeh, continuerait à présider aux destinées de la Gambie. Grande fut la surprise, quand le président de la commission indépendante des élections de Gambie annonça la défaite du pré-

⁵ Le Soleil, 30 janvier 2017, p. 3

⁶ Jeune Afrique, N° 2924, p. 14

sident Jammeh – et quand celui-ci s'avoua vaincu le jour même. Cette évolution suscita au Sénégal un grand soulagement voire des sentiments d'euphorie. Dans les médias on commença à faire des pronostics d'un nouveau début des relations de voisinage éprouvées et tendues ces dernières années. Le chapitre Jammeh était déclaré clos et on rappela tout ce que les deux pays avaient de commun – à commencer par un regard en arrière sur la fédération de la Sénégalie entre 1982 et 1989.

Jammeh reste égal à lui-même : incalculable, mégalomane, provocateur

Cependant, Jammeh, qui avait félicité Adama Barrow le 3 décembre et élargi de prison les principaux leaders de l'opposition, le 5 décembre, resta fidèle à sa réputation d'incalculable et annonça à la télévision, le 9 décembre, qu'il rejetait à présent les résultats des élections, convaincu qu'il y aurait eu des irrégularités dans le comptage des voix. Il ne se désisterait pas et n'abdiquerait pas. Le président déchu, toujours de blanc vêtu et le coran à la main, le président qui s'était octroyé le titre « Babili Mansa » (Mandingue : « Le roi qui défi les fleuves »), ne voulait pas accepter sa défaite et qui voulait se maintenir au pouvoir, après deux décennies, par tous les moyens.

Pression sur Jammeh : Le Sénégal, moteur de la diplomatie internationale

Ces déclarations furent suivies d'un ballet diplomatique d'une dimension jusque-là inconnue d'éminents dirigeants politiques d'Afrique de l'Ouest ainsi que des actions coordonnées de l'organisation sous-régionale CEDEAO très réussies, surtout grâce au rôle joué par le Sénégal. Le Sénégal qui avait juste terminé son mandat, en décembre 2016, comme membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, demanda dès le 12 décembre, une session spéciale du Conseil de Sécurité et condamna le refus de Jammeh d'accepter le verdict des urnes et de permettre une transition paisible du pouvoir.

Accédant à la demande du Sénégal, le Conseil décida finalement d'envoyer en Gambie

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

SENEGAL

THOMAS VOLK

Februar 2017

www.kas.de/senegal

une délégation composée de chefs de gouvernement de la CEDEAO sous la direction de Ellen Johnson Sirleaf, Présidente du Libéria, pour convaincre Jammeh du bienfondé des résultats des élections et pour le pousser à la démission.

Jammeh de son côté resta de marbre, des semaines durant, malgré les rencontres et les réunions de chefs d'état et de gouvernement de la CEDEAO et malgré leurs exhortations à une passation de pouvoir dans l'ordre et la paix. Jammeh refusa l'autorisation d'atterrissage à Banjul de l'avion de la présidente de la CEDEAO Sirleaf, plusieurs radios nationales furent fermées, il démit de leurs fonctions plusieurs ambassadeurs réfractaires qui avaient exigé sa démission dans une lettre ouverte, et il proclama, le 17 janvier – 2 jours avant la fin officiel de son mandat – l'état d'urgence. Il fit ajouter trois mois à son mandat – le temps que la Cour Suprême gambienne se prononce sur la légalité de l'élection, selon Jammeh.

Le Sénégal et la CEDEAO : gardiens de la démocratie gambienne

Le 17 janvier, les chefs d'état et de gouvernement de la CEDEAO se réunirent de nouveau, cette fois ci dans le cadre d'une rencontre spéciale, pour souligner qu'ils seraient prêts à garantir l'application du résultat des urnes en Gambie, si nécessaire, par une solution militaire. Sur proposition du président sénégalais Macky Sall et du président nigérian Mouhamadou Buhari, les présidents de Mauritanie et de Guinée ainsi que le ministre des affaires étrangères marocain essayèrent de pousser Jammeh à renoncer au pouvoir tout en négociant avec lui les conditions d'exil. Dans le même temps, le 18 janvier la pression diplomatique sur Jammeh fut renforcée en ce sens que les troupes d'intervention de la CEDEAO eurent le feu vert pour une intervention en Gambie.

MICEGA : Mission de la CEDEAO en Gambie

Après l'échec des essais de médiation du président mauritanien, Mohamed Ould Abdel

Aziz, et sa rencontre nocturne avec Sall et Barrow à l'aéroport de Dakar le 18 janvier, la situation se corsait, car une intervention militaire devint une option réaliste. Jammeh ne respecta pas l'ultimatum de la CEDEAO et repoussa leur exigence d'accepter sa défaite et de quitter le pays – et donc le général sénégalais François Ndiaye reçut l'ordre de préparer l'intervention militaire. La Gambie fut ensuite pratiquement encerclée par les troupes de la « Mission de la CEDEAO en Gambie (MICEGA) ». Des avions de combat nigériens et navires de la marine se mirent en mouvement, des troupes sénégalaises stationnèrent tout le long de la frontière de la Gambie. A partir du 20 janvier, des avions de combat circulaient au-dessus du palais présidentiel de Banjul et des troupes sénégalaises rentrèrent en Gambie à partir de la région du sud, la Casamance. La pression sur Jammeh augmentait de minute en minute – aussi parce que les soldats gambiens n'opposaient pratiquement aucune résistance et coopéraient volontiers avec les militaires sénégalais.⁷

Le 20 janvier, des soldats nigériens, ghanéens et sénégalais, forts du soutien des Nations Unies, de l'Union Africaine et de la CEDEAO, rentrèrent en Gambie. Suite à de nouvelles médiations de la Guinée et de la Mauritanie, Jammeh s'avoua vaincu et annonça son départ, le 20 au soir. Le lendemain, le 21 janvier, il quitta le pays en compagnie du président guinéen, Alpha Condé, en direction de son pays d'exil, la Guinée équatoriale.⁸

Appréciation et perspectives

Depuis son retour le 26 janvier, Adama Barrow est bien installé en Gambie et déclare avec assurance : « Gambia is back ». Cependant, nombreux sont les défis qui attendent le nouveau président.

L'entrepreneur Barrow est susceptible, comme l'estiment les observateurs, de relancer le développement économique du

⁷ Le Soleil, 28 et 29 janvier 2017, p. 4

⁸ Nouvel Horizon, N° 1023, p. 7-9

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

SENEGAL

THOMAS VOLK

Februar 2017

www.kas.de/senegal

pays. Néanmoins, le défi de la réorientation démocratique du pays lové au milieu du Sénégal et l'unification de la population divisée en deux camps pourrait être source de longs et difficiles débats politiques.

D'autres observateurs sénégalais tirent la sonnette d'alarme vue d'éventuelles tensions ethniques : 45 % de la population gambienne sont Mandingues comme Barrow, 11 % Diola comme Jammeh. En plus, il urge de convaincre l'administration et l'armée nationale, après 22 ans de dictature, du bien fondé des principes de la démocratie et de l'état de droit. Pour le moment, il faut attendre pour voir si et comment le président nouvellement élu pourra harmoniser les intérêts des différents groupes ethniques et groupes d'intérêts. Pendant son règne, Jammeh a étouffé de potentiels troubles dans l'œuf par le moyen d'une dictature brutale et a ainsi déclenché une vague d'émigration des Gambiens qui a eu comme résultat le deuxième taux le plus important d'émigration en Afrique subsaharienne. Barrow par contre ambitionne faire revenir les Gambiens au pays et de faire prévaloir les principes d'état de droit. Malgré ces questionnements il est aisé de constater trois évolutions positives suite au changement de pouvoir :

Elections démocratiques et alternances prédominant en Afrique de l'ouest

1 Il est impossible de contenir la volonté des citoyens africains d'un changement et leur désir de systèmes de gouvernement démocratiques. Contre toute attente et en faisant fi de toutes les prévisions, les électeurs gambiens se sont décidés, au cours d'élections libres et transparentes, de changer régime, après 22 ans, et de changer de système en passant de la dictature à la démocratie. Même si les processus de transformation en Gambie sont lents et peut-être marqués par des échecs momentanés, on peut néanmoins qualifier de réussite le fait que l'opposition ait choisi un seul candidat consensuel et a insisté sur le respect des résultats des élections. La vague de démocratisation en Afrique de l'Ouest continue. Après le Sénégal, le Burkina Faso et le Gha-

na, c'est à présent à la Gambie de vivre une transition pacifique.

L'organisation sous-régionale CEDEAO est établie et reconnue comme acteur

2 Le changement de pouvoir en Gambie a été possible grâce aux actions décidées et conséquentes de l'organisation sous-régionale CEDEAO. Avec l'appui des Nations Unies et de l'Union Africaine, la CEDEAO a mis en œuvre un programme alliant la diplomatie, la pression politique et en ultimo ratio, une action militaire. La menace d'une solution de conflit par voie militaire a été sûrement déterminante pour pousser Yaya Jammeh à se retirer de la présidence et à partir en exil. Il semblerait que l'on aurait promis à Jammeh et à sa famille l'impunité de ses crimes – supputations non confirmées par le côté sénégalais. La troupe d'action sous-régionale MICEGA formée spécialement pour la résolution de cette crise a contribué, à travers ses bruits de bottes tout le long de la frontière sénégalogambienne, à la prise de conscience de Jammeh sur sa situation sans issue. Les tentatives de médiation concomitantes ont certainement aussi joué leur rôle si bien que du début à la fin du conflit, pas une seule balle fut tirée. La CEDEAO a prouvé qu'elle privilégie la résolution politique des conflits, qu'elle est à même de développer des positions communes et, si besoin est, d'exercer la pression militaire. Sur demande expresse du nouveau président, les troupes de MICEGA sous direction sénégalaise resteront encore quelques mois présentes en Gambie et seront d'un apport certain dans le processus de stabilisation du pays dans cette situation tendue.

Le Sénégal est un ancre de stabilité important en Afrique de l'Ouest

3 Le Sénégal est un pays stable, paisible et démocratique en Afrique de l'Ouest qui assume parfaitement sa responsabilité internationale et sous-régionale. Le fait que la Mauritanie, voisin du Sénégal, ne soit pas membre de la CEDEAO n'a pas empêché le président sénégalais d'échanger à plusieurs reprises avec le président mauritanien afin de profiter de ses bons contacts

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

SENEGAL

THOMAS VOLK

Februar 2017

www.kas.de/senegal

avec Jammeh pour l'inciter au départ. Le Sénégal a confirmé immédiatement après la publication des résultats des élections du 1^{er} décembre 2016 que Jammeh serait obligé de quitter le pouvoir et que les résultats d'élections démocratiques ne devraient pas être contestés. Le pays a utilisé ses contacts aux Nations Unies et s'est assurée du soutien de la communauté internationale des états. C'est le Sénégal qui a formulé et introduit la résolution 2337 des Nations Unies, votée le 19 janvier 2017 de manière unanime par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et donnant la légitimité d'intervention à la CEDEAO. Le Sénégal a dirigé l'action militaire de la CEDEAO et a accueilli à Dakar le président élu de Gambie où il prêta finalement serment le 19 janvier et où il est resté jusqu'à son retour en Gambie, le 26 janvier.

Le Sénégal a intérêt à avoir comme voisin une Gambie stable

Les bonnes relations de voisinage avec la Gambie sont essentielles pour le Sénégal. Les deux pays sont composés d'un seul peuple et partagent la même histoire. Les deux pays accueillent bon nombre de ressortissants du pays voisin. Selon la police sénégalaise, entre le 1^{er} et le 22 janvier, plus de 127 910 personnes ont quitté la Gambie pour le Sénégal, 50 428 Gambiens ont demandé asile au Sénégal, dans la même période. Pour la Casamance, au Sud du Sénégal, région de crise dans un passé assez récent, la Gambie joue un rôle central – aussi parce que Jammeh, lui-même un Diola, est accusé d'avoir alimenté en armes les rebelles du Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFCD), composé en partie importante de Diolas. La région joue aussi un rôle important dans le trafic international de drogue et d'armes. La stabilité de la Casamance est un enjeu décisif pour la sécurité du Sénégal, et ainsi, une Gambie stable est tout à fait dans l'intérêt du Sénégal.

L'avenir des relations sénégal-gambiennes commence avec la « victoire diplomatique la plus importante de l'histoire du Séné-

gal »⁹ et devrait être comprise, dans la sous-région, comme un signal fort disant que le Sénégal est un ancre de stabilité dans la région et est prêt à assumer sa responsabilité.

⁹ Un diplomate du Ministère sénégalais des affaires étrangères, sous discrétion, dans un entretien le 30 janvier 2017